

Communiqué et déclaration

# Philippe Poutou, candidat anticapitaliste et révolutionnaire, rentre dans la campagne présidentielle

mardi 29 juin 2021, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2021).

Ce week-end, 152 délégués du NPA — élus suite à un processus de débat démocratique interne dans près d'une cinquantaine d'assemblées générales électives — se sont réunis à Paris. Au terme de cette conférence nationale, a été adoptée une déclaration sur la présidentielle de 2022. Avec celle-ci (envoyée en pièce jointe), ils et elles ont défini le profil et les premiers éléments du programme de la campagne présidentielle du NPA et choisi Philippe Poutou comme candidat.



*Copyright. Droits réservés. Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)*

Déjà candidat à l'élection présidentielle en 2012 et 2017, Philippe Poutou n'est pas un professionnel de la politique. Actuellement au chômage — comme beaucoup dans notre camp social, il a été licencié suite à la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort il y a deux ans.

Philippe Poutou tiendra une conférence ce mercredi 30 juin à 16h dans les locaux nationaux du NPA, 2 rue Richard-Lenoir à Montreuil, pour présenter la campagne présidentielle du NPA.

## **Communiqué du NPA**

---

### **Le Nouveau Parti anticapitaliste rentre dans la campagne présidentielle**

#### **Déclaration adoptée à la Conférence nationale présidentielle du NPA réunie les 26 et 27 juin 2021.**

Après 18 mois de pandémie, force est de constater que le système capitaliste est incapable de résoudre les grands problèmes de l'humanité : au contraire, il en crée de nouveaux. En utilisant la stratégie du choc à l'occasion de cette crise sanitaire, les classes dominantes amplifient leur offensive contre les classes populaires : suppressions d'emplois et licenciements, restructurations, développement de la précarité, remise en cause des libertés démocratiques... La course aux profits

d'une minorité menace les emplois, la santé de la majorité de la population mondiale, comme l'état de la planète et l'avenir de l'humanité. Il est grand temps de mettre fin à cet ordre capitaliste injuste et d'avancer vers une société qui organise la production et les rapports sociaux en fonction des besoins sociaux et des nécessités écologiques, qu'on l'appelle écosocialiste, communiste ou autogestionnaire.

La crise sanitaire est révélatrice à bien des niveaux, que ce soit l'origine de la pandémie ou l'incapacité du pouvoir à réagir, à stopper la machine à profit au détriment de la santé des « premières lignes » et de l'ensemble du monde du travail. La propriété privée est apparue à une large échelle en contradiction avec la défense de nos vies, comme l'illustre le maintien des brevets sur les vaccins. Tous les niveaux de crises — sanitaire, écologique, économique, sociale, démocratique — se conjuguent pour produire un sombre bilan pour le capitalisme. Cela ne peut plus durer ! Ce n'est pas seulement le NPA qui le dit mais des millions d'exploitéEs et d'oppriméEs qui défendent leurs droits les plus élémentaires dans différentes parties du monde.

### **Face à un gouvernement à l'offensive, les colères sociales sont là**

Depuis le début du mandat de Macron, les colères sociales n'ont pas disparu, bien au contraire ! Ni les confinements ni l'empilement des lois répressives n'ont fait disparaître la radicalité de l'expérience des Gilets jaunes ou celle de la grève contre la réforme des retraites de l'hiver 2019-2020, des mobilisations de la jeunesse pour le climat, contre le racisme et le sexisme. Assurance chômage, violences policières, offensives islamophobes et racistes, lois autoritaires et liberticides, politiques qui font flamber la planète : les terrains de mobilisation n'ont pas manqué depuis un an pour que la révolte contre la politique du pouvoir se déconfiner. Des luttes se développent également sur le terrain de la défense des droits : des femmes depuis le mouvement #Metoo, des LGBTI, notamment autour de la PMA, des migrantEs et contre les violences policières et racistes.

La nécessité de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un affrontement qui puisse aller jusqu'au bout pour arracher des victoires, est là. Car, en l'absence de ces victoires sociales et de perspectives politiques pour sortir de ce système, les vents les plus mauvais soufflent. Du gouvernement au Rassemblement national, en passant par la droite dite « classique », le discours sur « l'islamo-gauchisme » et le séparatisme, les tribunes des militaires, la manifestation des policiers rejoints par plusieurs responsables politiques devant l'Assemblée nationale... participent d'une même dynamique. La montée en puissance de la droite et de l'extrême droite a de profondes racines sociales, qui se sont développées dans le terreau laissé par quarante années de politiques racistes et antisociales. Les idées d'extrême droite progressent, dans la société et au sein de l'appareil d'État, notamment dans la police et l'armée, et le pouvoir en porte la première responsabilité.

### **Absence d'alternative, menace de l'extrême droite**

Surfant sur le désespoir des couches populaires, le RN tente de détourner la colère vers un projet mortifère, libéral, raciste et identitaire. La prise du pouvoir par l'extrême droite devient envisageable, avec tout ce que cela comporterait de dangers pour les droits et libertés démocratiques, pour touTEs et pour les organisations du mouvement social. Mais combattre l'extrême droite, ce n'est pas refaire « l'union de la gauche », une union électorale entre partis de gauche discrédités par leurs politiques passées et demain gestionnaires loyaux des intérêts capitalistes.

Car à gauche, loin de d'affronter cette situation, les digues tombent les unes après les autres. Du PS au PCF, en passant par le possible candidat d'ÉELV, tous ces partis gestionnaires du système se sont

fourvoyés en allant manifester aux côtés des policiers enragés et de l'extrême droite.

Jean-Luc Mélenchon et LFI ne seront pas nos adversaires lors de l'élection présidentielle, mais ils sont l'expression d'un populisme de gauche qui refuse de s'affronter jusqu'au bout avec ce système. À savoir s'attaquer aux profits, à la propriété privée, au pouvoir patronal et aux institutions. Force est de constater qu'ils ne représentent pas une alternative pour le camp des exploités et des opprimés. Les positions de LFI pour le deuxième tour des régionales montrent en particulier qu'elle ne rompt pas avec la gauche institutionnelle.

Les dernières élections régionales et départementales sont riches d'enseignements. Par dizaines de millions, ouvrierEs, employéEs, jeunes, couches populaires, ne se sont pas déplacés pour aller voter. Le parti du pouvoir, LREM, plafonne à 10% des votants. Cela témoigne du refus de l'affrontement annoncé entre Macron et Le Pen l'an prochain, sans que s'esquisse la moindre alternative populaire et progressiste. Le RN, plus bas qu'annoncé, apparaît toujours comme le principal opposant aux « sortants », qu'ils soient LR ou PS.

C'est dans cette situation que débute la séquence de l'élection présidentielle. Celle-ci doit être l'occasion de populariser une partie de notre programme pour redonner confiance dans un projet anticapitaliste et révolutionnaire.

L'absence de représentation politique anticapitaliste de masse, l'offensive réactionnaire et le recul des luttes sociales, la montée du désespoir et la peur d'un avenir sombre, sont autant d'éléments qui pèsent sur la situation. C'est pourquoi un axe central de notre campagne sera de construire des fronts contre les thématiques réactionnaires et d'avancer la nécessité de lutter pied à pied contre l'extrême droite en construisant les mobilisations unitaires les plus larges.

**Nous voulons porter l'idée que celles et ceux d'en bas fassent irruption sur la scène politique, que les exploités et les opprimés se représentent eux-mêmes et elles-mêmes, pour en finir avec l'exploitation capitaliste, le saccage de la planète et toutes les oppressions. Cela doit être au cœur de notre campagne.**

**Une campagne qui part des urgences sociales, écologiques et démocratiques**

- **Garantir une vie et un salaire décent pour toutes et tous.**

**Cela passe par la garantie de vivre dignement avec un revenu tout au long de la vie, au moins égal à un SMIC de 1800 euros nets, y compris lorsque l'on est sans travail, que l'on fait des études, que l'on recherche un emploi ou que l'on est à la retraite.** Toutes et tous doivent pouvoir avoir un travail, répondant aux besoins de la société et de la préservation de la planète. Cela passe par **une réduction massive du temps de travail, sans augmentation des cadences, en parallèle d'une augmentation des salaires de 400 euros par mois pour toutes et tous.** Ce partage du travail entre touTEs est le seul moyen d'en finir avec le chômage. **Cela passe aussi par enlever le droit des capitalistes à décider de nos vies, en interdisant les licenciements.** Nous voulons aussi développer ce qui rend la vie « belle », la diversité des expressions artistiques et culturelles...

- **Contrôler, socialiser et étendre les biens communs pour résoudre l'urgence sociale, sanitaire et écologique.**

Nous proposons de renforcer les services publics existants et d'en créer de nouveau. Dans les secteurs de la santé, de l'industrie pharmaceutiques, de l'éducation, de l'énergie ou des transports, les capitalistes se sont assez gavés, ils ont suffisamment détruit la planète et notre santé. Il faut les **exproprier et nationaliser les banques dans un monopole public.** Nous défendons la **gratuité**

**des transports** et d'autres services.

Le productivisme et la course aux profits empêchent de réorganiser la production et menacent la planète. Il y a urgence à **planifier la réorganisation de l'économie sur des bases écologiques et démocratiques**. C'est la seule façon de préserver tous les emplois tout en produisant autrement et en préservant la planète.

- **En finir avec un régime autoritaire, raciste et inégalitaire**

Pour contrôler nos colères, le pouvoir renforce toujours plus les moyens répressifs et autoritaires de l'État, et cherche à nous opposer les unEs aux autres : nos ennemis seraient selon eux les immigréEs, les féministes, les LGBTI...

Notre campagne défendra la fin de cette république impérialiste des riches et des patrons et du présidentielisme particulièrement incarné par Macron. **Le salaire des éluEs sera ramené au salaire médian de la population et touTEs les éluEs seront révocables en cours de mandat.**

La police, gangrenée par l'extrême droite, maintient l'ordre social par la violence et le racisme. **Nous nous opposons à la répression policière et voulons la suppression des corps spéciaux de répression (BAC, BRAV...).**

À contre-courant, face à la montée du racisme et de l'islamophobie, nous serons les seuls à défendre la solidarité internationale, avec **la liberté de circulation et d'installation, avec ou sans papiers, et le droit de vote pour les étrangerEs.**

Nous mènerons la bataille contre les violences et pour l'égalité des droits, pour les femmes et les LGBTI. La crise sanitaire a rappelé la nécessité de **revaloriser les métiers des « premières de corvées »** et de **socialiser les tâches « reproductives »**.

Dans cette campagne, nous portons la volonté de rassembler pour changer le rapport de forces, de construire une contre-offensive, une mobilisation d'ensemble du monde du travail avec des grèves de masse, des manifestations, des révoltes. Parce qu'il n'y a pas de « sauveur suprême », il faut unir les nôtres pour se battre et défendre nos droits.

Nous défendons la perspective d'une rupture avec le capitalisme : construire consciemment nos luttes, nos mobilisations pour exercer notre contrôle sur l'organisation de la société, de la production, reconstruire associations, syndicats et cadres d'auto-organisation. Pour un gouvernement du monde du travail, aussi fidèle aux intérêts de notre camp que Macron et Le Pen le sont à ceux des capitalistes.

Nous proposerons à celles et ceux qui se retrouvent dans nos perspectives de se regrouper sans attendre. Les exploitéEs et les oppriméEs ont en effet besoin d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, qui devrait être bien plus large que ne l'est le NPA, davantage implanté sur les lieux de vie, de travail et d'étude. Un outil pour contribuer au renversement du capitalisme, vers une société écosocialiste, pour l'émancipation de l'humanité.

## **Philippe Poutou défendra les couleurs anticapitalistes et révolutionnaires**

Nous présentons la candidature de Philippe Poutou car il incarne la nécessité de s'affronter à ce système, de s'organiser pour le faire, et de défendre la perspective d'une société libérée de l'exploitation et des oppressions. C'est ce que nous voulons contribuer à porter dans la rue et dans les urnes.

Ce n'est pas un professionnel de la politique. Ouvrier qui s'est battu contre Ford, un de ces groupes industriels qui nous met au bord du gouffre, licencié au bout de 10 ans, c'est un travailleur qui ne lâche rien et fait de la politique, s'oppose au grand patronat, et veut dégager Macron et tous les politiciens, de droite ou de gauche, au service des classes dominantes. À travers son activité militante, politique et syndicale, il représente aussi notre volonté de rassembler et de prendre nos affaires en main.

Parce que nous refusons la personnalisation, nous voulons mener une campagne collective qui donne à voir une diversité de profils de camarades issus des luttes de ces dernières années. Ainsi, aux côtés de notre candidat et des porte-parole du NPA, nous mettrons en place un collectif de porte-parole de la campagne de Philippe Poutou.

### *Les votes*

- Partie 1 (toute la déclaration sauf la dernière partie) :  
83 Pour / 4 Contre / 61 Abstentions / 2 NPPV
  - Partie 2 (« Philippe Poutou défendra les couleurs anticapitalistes et révolutionnaires ») :  
68 Pour / 4 Contre / 68 Abstentions / 11 NPPV
-